

Contribution à la discussion pour le WIN. Notes sur l'Europe.

Présentation.

La lutte des classes est indissociablement économique et politique. Les processus à l'oeuvre en Europe comportent donc ces deux aspects de manière non séparable. Dans ces notes, il est beaucoup question de l'Union Européenne (UE), mais il faut préciser au préalable que nous ne réduisons pas l'Europe à l'UE. L'Europe est une réalité historique résultant de l'histoire de la lutte des classes. Ses limites ne sont d'ailleurs pas strictement assignées et la lutte des classes au Sud de la Méditerranée, par exemple, interfère largement avec les développements européens.

Le fait dominant sur lequel nous voudrions attirer l'attention est que, depuis une douzaine d'années mais d'une manière qui s'accélère fortement dans la dernière période, l'UE s'avère incapable de régler quelque problème que ce soit du point de vue du capital, et ne fait que les accumuler en essayant de les masquer, et en y arrivant de moins en moins.

Une UE ascendante en apparence jusqu'en 2005.

Jusqu'en 2005, malgré ses contradictions, l'UE et en son sein l'eurozone semblaient être dans un processus ascendant, de renforcement des coopérations entre les Etats capitalistes qui la constituent, pour le bénéfice principal du plus puissant d'entre eux au plan de l'accumulation du capital, l'Allemagne, mais pas seulement.

L'UE grandissait. Le 1^{er} mai 2004 quatre anciens pays du bloc dit soviétique, Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, formant le groupe dit de Visegrad, trois anciennes républiques dites soviétiques, Estonie, Lettonie et Lituanie, une ancienne république yougoslave, la Slovénie, plus Malte et Chypre, adhéraient à l'UE, suivies par la Roumanie et la Bulgarie au 1^{er} janvier 2007, et par la Croatie au 1^{er} juillet 2013.

Il est important de rappeler que les quatre pays du groupe de Visegrad moins la Slovaquie étaient membres de l'OTAN depuis le 12 mars 1999, que les trois pays baltes, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie y sont entrées le 29 mars 2004, ainsi que la Croatie et l'Albanie au 1^{er} avril 2009 et le Monténégro au 7 juin 2017. C'est l'OTAN qui a précédé l'UE et donné le rythme, attestant de l'incapacité des puissances européennes à mettre réellement en place la politique étrangère et de sécurité commune annoncée dans le traité de Maastricht (1992).

L'eurozone était en place depuis 1999 autour du noyau germano-français constitué depuis la formation du système monétaire européen à la fin des années 1970 (Allemagne, France, pays du Bénélux, Autriche, Finlande, Irlande, péninsule ibérique, Italie, soit 11 Etats), l'euro était devenue la monnaie courante de la zone depuis le 1^{er} janvier 2002, et celle-ci a continué à s'agrandir progressivement, de la Grèce en 2001 à la Lituanie en 2015. Officiellement, même le Royaume-Uni était appelé un jour à en faire partie.

L'impérialisme allemand se trouvait au coeur de ces processus, mais peinait, depuis plus d'une décennie, à "digérer" l'ancienne RDA, où la parité monétaire ostmark-deutschmark et d'importantes aides publiques s'étaient imposées devant le chômage de masse et l'effervescence populaire. Le SPD porté au pouvoir en 1998 en alliance avec les Verts, a alors assumé, notamment sous le second mandat du chancelier Schröder (2002-2005), une attaque massive contre le niveau des salaires et les conditions d'emploi, visant à faire fortement augmenter le taux de plus-value, comparable aux "réformes" de Thatcher au Royaume-Uni et aux menées actuelles du gouvernement Macron en France. Ce fut le "plan Harz" (du nom de l'ancien directeur du personnel de Volkswagen, champion de la flexibilité). Il a eu pour effet politique de commencer à casser le socle électoral et social du SPD, associé à partir de 2005 dans la coalition gouvernementale dominée par le CDU-CSU et dirigée par Angela Merkel (Schröder se "retire" alors de la vie politique et devient capitaliste dirigeant des trusts germano-russes construisant le gazoduc North-Stream, puis de la société d'Etat russe Rosneft).

L'échec du Traité Constitutionnel Européen.

Extension de l'UE et de l'OTAN, formation de l'eurozone, et augmentation drastique du taux de plus-value en Allemagne, devaient être complétés par la mise en place d'une "constitution européenne" suite au TCE (Traité Constitutionnel Européen). Fait sans précédent dans l'histoire du droit bourgeois, ce texte donnait une portée constitutionnelle et donc en principe intangible, échappant à la loi, non seulement à la propriété privée, mais à la "concurrence libre et non faussée" et, de manière précise, à tout le corpus de la réglementation "européenne" accumulé depuis quarante ans.

Le 29 mai 2005, il fut repoussé par 55% des électeurs français, et 61,5 % des électeurs néerlandais quelques semaines plus tard. En France, la victoire du Non venait clairement de la mobilisation, montée d'en bas, des secteurs de gauche, ouvriers, populaires, syndicaux, provoquant la dernière grande cassure de l'histoire du PS, que les dirigeants de ses ailes hostiles au TCE (y compris, alors, J.L. Mélenchon) ont immédiatement voulu refermer en faisant la "synthèse" avec la direction qui avait appelé à voter Oui.

S'il est vrai que le traité de Lisbonne (23 décembre 2007), négocié principalement entre la chancelière allemande A. Merkel et le président français N. Sarkozy, reprend, de manière parfaitement antidémocratique, nombre des dispositions rejetées par le vote de 2005, il n'en demeure pas moins que la dynamique de renforcement des institutions interétatiques dites européennes a été cassée en 2005 et a perdu toute apparence de légitimité démocratique.

L'on peut dire pour résumer cette première phase que, si l'impérialisme allemand parvient à s'en sortir en combinant la baisse du niveau de vie des salariés et des jeunes en Allemagne avec l'exploitation d'une zone de sous-traitance en Europe centrale et orientale, comportant notamment les pays du groupe de Visegrad, le processus d'intensification de la circulation des capitaux, des marchandises et des personnes à l'échelle de tout le continent, est désormais dominé par une hypothèque. Cette hypothèque est celle du refus populaire et ouvrier de l'aggravation des conditions réelles de vie et d'exploitation du travail.

Elle se concentre en grande partie en France, l'impérialisme français, surdimensionné militairement et politiquement, peinant de plus en plus à "tenir son rang" aux cotés de son partenaire allemand, avec une désindustrialisation croissante.

Crise financière, crise de la dette "publique" et crise de l'eurozone.

Le 15 septembre 2008, la faillite de Lehman Brothers porte à incandescence la crise financière globale dont le déclencheur avait été l'endettement généralisé de l'économie, et de la population, des Etats-Unis, et dont les raisons profondes tiennent au cours général de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale. Dans les mois qui suivent faillites bancaires, fléchissement boursier et vague de licenciement s'abattent sur le continent européen. Il s'avère qu'aucun Etat, et certainement pas le Royaume-Uni ni la vertueuse Allemagne (mais les "actifs pourris" s'y trouvent surtout dans les banques régionales, liées aux Länders), n'échappe aux bulles spéculatives menaçant d'éclater. Les banques centrales sont massivement mises à contribution pour sauver les institutions financières et boursières du capital.

Après avoir produit une forte mobilisation sociale en Islande, qui déjà attaquait de front la soi-disant "dette publique" - et bloquait toute perspective de rapprochement avec l'UE -, c'est l'endettement des Etats aggravé par l'aide aux banques qui fait, de fin 2009-début 2010 à début 2013, de la crise de l'eurozone l'épicentre de la crise économique mondiale. La raison fondamentale en est qu'en période de crise, la tendance à l'égalisation des taux de profits devient une mêlée générale pour se débarrasser des pertes sur le dos des concurrents. Les taux d'intérêts, pour une même monnaie, se mettent alors à diverger dans l'eurozone, opposant Allemagne et pays nordiques et orientaux inscrits dans son sillage d'une part, où ils restent stables, les pays méditerranéens plus l'Irlande, aimablement désignés par l'acronyme PIIGS (Portugal, Italie, Ireland, Greece, Spain) par les bureaucrates bruxellois, où ils explosent, d'autre part, la France se trouvant entre les deux. De fait, l'eurozone ne fonctionne pas comme une zone monétaire unique.

L'explosion de l'eurozone est évitée une première fois à l'été 2012 : le président de la Banque Centrale Européenne basée à Francfort, Mario Draghi (ancien vice-président de Goldman Sachs pour l'Europe et maquilleur des comptes publics grecs en 2001 lors de l'entrée de la Grèce dans l'eurozone) fait savoir que la BCE est disposée à racheter les obligations d'Etat des pays de la zone de façon illimitée, avec l'approbation implicite d'A. Merkel jusque là réticente, dans le contexte de la défaite de Sarkozy aux présidentielles françaises et de la crise politique italienne (mais la BCE n'aura pas à opérer de rachats massifs, les taux d'intérêts italien, espagnol et portugais se détendant). La crise européenne des "dettes publiques" rebondit toutefois à Chypre en mars 2013, où sont impliquées les exportations de capitaux russes, et surtout en Grèce.

La Grèce, traitée de pays de feignants par la presse populaire allemande, est de fait le pays soumis au pire siphonnage de ses ressources et capitaux, via les taux d'intérêts et le "remboursement de la dette (prétendue) publique". La mise en oeuvre de cette politique par les gouvernements dominés par le PASOK conduit à l'effondrement de celui-ci, et à son quasi-remplacement par Syriza, une coalition politique dominée par des courants issus de l'histoire du PC grec. L'arrivée au pouvoir de Syriza début 2015 produit une phase de confrontation entre la nation grecque et les institutions dites européennes, avec intervention, également, du FMI, Syriza ayant formé un gouvernement "souverainiste", ne rompant pas avec le capital (le ministère de la Défense revenant à un parti bourgeois nationaliste de droite, l'ANEL). La confrontation va jusqu'à la victoire par référendum du refus populaire de satisfaire aux exigences de "Bruxelles" et, en fait, de Francfort (5 juillet 2015), directement suivie de la capitulation-alignement spectaculaire du chef du gouvernement, Alexis Tsipras, sur les exigences impérialistes et financières. Presque instantanément, ce gouvernement qui était censé incarner l'arrivée au pouvoir de la "gauche radicale" est devenu un véritable gouvernement néocolonial, répressif et corrompu.

La défaite politique et sociale, de portée européenne, ainsi infligée au prolétariat, a évité pour la seconde fois l'explosion de l'eurozone (les différentiels de taux d'intérêts n'ont pas pris fin, mais sont moindres qu'en 2009-2015 et surtout, les taux de base sont à présent généralement très bas voire négatifs). Mais fondamentalement rien n'est réglé en ce qui concerne les bulles financières alimentées par les dettes soi-disant "publiques". Du propre point de vue comptable et solvable du capital, les institutions de l'UE et les puissances qui la dominent ont différé ou caché les menaces, mais ne les ont pas supprimées. Par exemple, les menaces concernant les banques italiennes demeurent très lourdes. Dans ce contexte, la formation au Portugal, fin 2015, d'un gouvernement PS soutenu de l'extérieur par la coalition PC-Verts et par l'extrême-gauche, qui a stoppé les pires mesures austéritaires, représente sans doute le point extrême de ce qui reste possible sans rupture et affrontement direct avec le capital, l'Etat et l'UE, et demeure extrêmement limité et précaire.

Les révolutions arabes et leurs suites.

Fin 2010 une explosion sociale éclate en Tunisie, partie du Sud pauvre et chômeur. Trois semaines plus tard, le 14 janvier 2011, le président-dictateur Ben Ali est chassé par la grève générale et les manifestations. Un régime parlementaire fragile est instauré. Le 11 février suivant, face à un énorme mouvement populaire, dans un pays beaucoup plus peuplé, l'Egypte, Moubarak doit en faire autant. Entre ces deux pays, des insurrections éclatent en Lybie, notamment en Cyrénaïque. L'impérialisme français (et son président Sarkozy qui avait des raisons directes

d'empêcher que son ancien complice Kadhafi ne parle devant un tribunal populaire) suscite une intervention préventive de l'OTAN, laquelle pérennise l'explosion du pays sous l'égide de groupes armés divers. En Syrie, à partir de Deraa, début mars éclate une insurrection populaire. Ne pouvant s'armer suffisamment, elle est confrontée à une répression sanguinaire et à des interventions étrangères et islamistes. Les "révolutions arabes" touchent aussi le Yémen et le Barhein et, directement ou indirectement, ont des échos dans des dizaines de pays dont, en Afrique noire, le Burkina Faso et le Sénégal, le Mali subissant l'attaque de groupes islamistes issus de l'effondrement de l'Etat lybien, le tout conduisant l'impérialisme français à une implication militaire croissante. Au Nord de la Méditerranée, le mouvement des Indignés en Espagne est directement inspiré, au départ, par cette vague révolutionnaire.

Les impérialismes européens soutenaient tous les régimes renversés ou contestés. Le cycle de guerres déclenché, non par les révolutions, mais par les contre-révolutions, islamistes et/ou militaires, échappe à leur contrôle, y compris en Lybie où Sarkozy, suivi par Cameron, avaient été d'abord à l'initiative. La guerre en Syrie voit les Etats-Unis et la Russie s'engager, à partir de 2013, dans une collaboration conflictuelle où c'est l'impérialisme russe qui, fin 2015, mène des bombardements massifs du type de ce que les Etats-Unis ont fait avant eux ailleurs, contre l'insurrection syrienne. Cette guerre et la répression sanguinaire et barbare de masse par l'appareil d'Etat de Bachar el Assad poussent hors de Syrie des millions de réfugiés, qui, au delà de la Turquie et du Liban, frappent à la porte de l'Europe par le sud-est. D'autres arrivent du Soudan, du Sud-Soudan, d'Erythrée, notamment, par la Lybie où les bandes armées mettent en place des filières esclavagistes sous la protection de fait que leur procurent les mesures de restriction prises contre les flux migratoires par l'UE.

A l'été 2015, tout en menant cette politique inhumaine, l'UE sous pression allemande adopte un plan de répartition des migrants sous forme de quotas affectés à chaque pays, Angela Merkel se disant alors disposée à en accueillir 800 000, eu égard à la faible démographie et à la tension du marché du travail allemand. Ces quotas rencontrent l'opposition virulente des pays du groupe de Visegrad menés par la Hongrie. Au même moment, la Turquie, déstabilisée par la question kurde et une tentative de coup d'Etat et mécontente de l'incapacité croissante de l'impérialisme nord-américain qui coopère avec le parti frère du PKK kurde en Syrie, opère un rapprochement avec Poutine et la Russie, et renvoie à un avenir plus qu'indéterminé son éventuelle adhésion à l'UE.

Ce cycle, non terminé puisqu'à l'heure où sont écrites ces lignes la vieille taupe refait surface en Iran, de révolutions, contre-révolutions et guerres, souligne l'incapacité des impérialismes européens -comme d'ailleurs des Etats-Unis et de la Russie - à maîtriser et ordonner les crises qui éclatent maintenant à leur frontière et suscitent arrivée massive de réfugiés et campagnes racistes contre ces réfugiés.

La crise à l'Est.

Simultanément, l'affirmation d'un impérialisme russe indépendant, assis sur les recettes énergétiques et la force armée, les mouvements populaires et la crise économique globale, ont déstabilisé la face Est du continent et la frange orientale de l'UE. Une première alerte s'était produite en Géorgie en 2008, où l'intervention militaire russe avait conduit à geler les projets d'extension de l'OTAN à l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie.

L'impérialisme russe, à partir de là, "sort de sa tanière" et entreprend de former une union douanière eurasiatique dont l'Ukraine était une composante indispensable. Le 21 novembre 2013, le choix du président-dictateur-oligarque d'Ukraine Ianouchkovitch (dont le "coach" était Paul Manafort, ancien conseiller de Balladur et Sarkozy et futur "coach" de Donald Trump) de tourner le dos à un accord d'association avec l'UE, au profit de cette union eurasiatique, produit un processus de manifestations à Kiev, qui ne vont cesser de grandir et de défier la répression, le "Maidan".

Le 22 février 2014, il prend la fuite devant la rue, alors que les ministres des Affaires étrangères allemand, français et polonais venaient de faire adopter un compromis avec l'opposition officielle qui le maintenait au pouvoir. L'appareil d'Etat connaît un début d'effondrement révolutionnaire.

Dans l'Est charbonnier et sidérurgique, bastion de l'oligarchie capitaliste issue de la bureaucratie, les oligarques montent une "sécession", rapidement soutenue par l'armée russe plus ou moins bien dissimulée.

En Crimée (à population mixte russe, ukrainienne et tatare) le pouvoir russe, à partir des bases militaires de Sébastopol et Simféropol, monte un référendum truqué sanctionnant l'annexion russe opérée de facto. Du point de vue du "droit international", le continent européen n'avait rien connu de tel depuis 1945.

L'annexion de la Crimée et la guerre hybride dans le Donbas ont stoppé la poussée révolutionnaire ukrainienne, mais l'instabilité demeure. Elles ont en outre fourni l'arrière-plan stratégique qui permettra, à partir de 2013, l'intervention russe en Syrie.

Ces événements ont produit un gel partiel de certains échanges, via les sanctions adoptées par l'UE et les Etats-Unis envers la Russie, et instauré un climat dit de "seconde guerre froide" (expression en fait inappropriée) dans toute l'Europe centrale et orientale. L'Allemagne en particulier, est confrontée à une option politique : s'opposer frontalement à la Russie afin de dominer économiquement et, désormais, politiquement, non seulement le groupe de Visegrad, mais toutes les anciennes républiques soviétiques autres que la Russie en Europe, ou bien relancer le processus, déjà engagé notamment en matière énergétique (voir les postes de l'ex-chancelier Schröder !) de partenariat et d'investissements capitalistes en Russie. Elle s'est avérée structurellement incapable de choisir, poursuivant cahin-caha les deux politiques à la fois, ce qui conduit à un grave affaiblissement politique dont l'expression la plus spectaculaire sera l'évolution des gouvernements dans les pays du groupe de Visegrad.

Un grave constat.

Avant de parler de celle-ci, nous devons observer un fait très grave, clairement révélé notamment par les événements ukrainiens et syriens. Dans leur grande majorité, les courants politiques de "gauche radicale" en Europe

ont considéré les peuples ukrainien et syrien comme des ennemis, et soutenu de manière ouverte ou plus ou moins honteuse leurs ennemis - Poutine ou Bachar el Assad.

Ceci vaut non seulement pour les directions de ces courants, mais pour les couches militantes prises dans leur ensemble, en tant que couches sociales : aucune solidarité internationaliste n'est possible sur la base de leurs conceptions, marquée par une défiance agressive envers les mouvements populaires, réduisant les révolutions arabes ou le Maidan ukrainien à des manipulations impérialistes, voire à des mouvements islamistes ou "nazis". De plus, une vision policière de l'histoire, dans laquelle la manipulation par des personnages tels que "Soros", "BHL" ou "Rotshchild", soit donc une vision pénétrée de fantasmes qui sont ceux de l'antisémitisme, est profondément implantée dans ces couches.

Le déni de l'internationalisme est paradoxalement plus grand qu'à l'époque du "camp soviétique" où nous avons des camarades dans les luttes sociales quotidiennes qui, par attachement à celui-ci, refusaient de soutenir les ouvriers polonais, tchèques ou hongrois. Leurs héritiers donnent dans le dénigrement de pratiquement toutes les luttes émancipatrices où qu'elles soient. Le campisme d'origine stalinienne dégénère peu à peu en un complotisme empreint de thématiques d'origine fasciste et antisémite.

Bien entendu, il y a des millions de jeunes et de travailleurs qui ne répondent pas à cette sombre description. Nous parlons ici de couches militantes bien décidées, justement, à tenir le haut du pavé à la place de ces millions.

Elles s'imaginent rompre sur la gauche avec la social-démocratie ou avec le vieux mouvement ouvrier en général, mais sont exposées à ces dérives et incapables d'internationalisme réel. C'est ainsi que les cadres de base ordinaires de Podemos en Espagne méprisent Ukrainiens et Syriens - et maintenant aussi les Catalans ! Beaucoup de courants qui prétendaient résoudre la crise du vieux mouvement ouvrier, et plus encore les courants "populistes" qui prétendent le remplacer en le liquidant (Podemos, France insoumise), ne font donc pas partie de la solution à cette crise, mais représentent le stade suprême, et, espérons-le, mais il faudra agir pour cela, le dernier stade, du problème !

Le Groupe de Visegrad, le Brexit, et Trump !

Deux événements de l'année 2010, passés inaperçus ou presque à l'ouest, doivent ici être rappelés.

En Hongrie, les élections ramènent au pouvoir Victor Orban sur la base de l'effondrement d'une "gauche" à la fois issue de l'ancien PC au pouvoir, néolibérale et corrompue. Aiguillonné par un parti à programme fasciste et raciste, envers lequel il se présente comme le rempart protecteur, le Jobbik, V. Orban développe depuis une orientation cohérente, assumant une véritable résistance envers les institutions de l'UE et la domination allemande (de ce point de vue, Tsipras est bien un contre-modèle ...), mais sur une base capitaliste et néoconservatrice, désignant les gays et les musulmans comme dangers pour la civilisation occidentale, dangers suscités et manipulés par une élite cosmopolite incarnée par le financier Georges Soros. On voit nettement ici l'articulation du racisme anti-arabe, à référence chrétienne, et de l'antisémitisme en général inavoué, mais parfaitement perceptible et perçu.

En Pologne, un très grave traumatisme national est causé par l'accident d'avion de Smolensk - en Russie, et non entièrement élucidé, alors qu'il s'y rendait pour l'anniversaire du massacre de Katyn -, le 10 avril 2010, où meurt le président Lech Kaczynski (et plusieurs dizaines de personnalités dont la syndicaliste de 1980 Anna Walentynowicz ...). En 2015 le parti des jumeaux Kaczynski, Droit et Justice (PiS) revient au pouvoir et fait alliance avec Orban sur le refus des quotas de migrants voulus par A. Merkel et la Commission européenne.

La République tchèque et la Slovaquie, avec des gouvernements de coalition entre "social-démocratie" et "droite populiste", font également bloc dans ce qui apparaît désormais comme une nouvelle forme du groupe de Visegrad : une "Europe centrale populiste et chrétienne", ouvertement antimusulmane et souterrainement antisémite - anti-Roms également -, géopolitiquement dans l'OTAN, mais "culturellement", si l'on peut dire, en résonance avec Poutine dont Orban est le plus proche.

La base sociale qui rend possible ce phénomène et lui fournit un soutien populaire est la résistance relative à l'impérialisme allemand qui, dans la phase précédente (1989-2005) a colonisé économiquement ces pays.

Jusqu'aux lendemains de la crise de 2007-2008, le Royaume-Uni avait un rythme de lutte de classe assez déconnecté du continent, bien que la défaite de la classe ouvrière devant Thatcher ait pesé dans le rapport de force au niveau international. Nous voudrions souligner un intéressant paradoxe : c'est alors même que les mouvements de la jeunesse pour le droit aux études, les luttes anti-coups pour la défense des services publics et le nombre de grève ont remonté en Grande-Bretagne depuis 2008-2010, faisant de plus en plus écho aux luttes sociales sur le continent, et réciproquement, que le processus de crise conduisant à la rupture avec l'UE s'est produit.

Les élections de 2015 ont vu le quasi remplacement du Labour party, au plan électoral, par le SNP en Ecosse. Ce traumatisme a provoqué une réaction inattendue : la victoire de Jeremie Corbyn -permise par le vote direct qui avait été mis en place contre les syndicats ! -, laquelle à son tour a produit une vague d'adhésions de masse. Avec plusieurs centaines de milliers d'adhérents authentiques le Labour est de très loin le plus grand parti politique réel d'Europe à avoir une base de masse, très très loin devant tous les phénomènes politiques à la mode dans la "gauche radicale", de Podemos à la France insoumise par exemple. Cameron se trouvant, pour la première fois depuis des décennies, devant une alternative politique ouvrière crédible, a tenté un coup politique avec le Brexit. On connaît le résultat.

Malgré l'importance du facteur xénophobe dans le Brexit, qui n'est donc pas comparable au Non français de 2005, il n'y a pas pour autant de force politique constituée sur un programme cohérent, qui serait un programme capitaliste et en même temps "anti-européen" et "anti-mondialisation". Une telle cohérence, qui s'est avérée possible dans les pays du groupe de Visegrad, en raison de leur situation de pays semi-dominés, devient totale incohérence dans un grand pays impérialiste comme on le voit aujourd'hui au Royaume-Uni et, depuis l'élection de Trump, carrément aux Etats-Unis. C'est la crise de la classe dominante, dans une impasse où elle s'est elle-même fourrée, qui caractérise le gouvernement de Theresa May : à l'image d'ailleurs de l'Union Européenne elle-même, incapable de gérer ses propres

problèmes dans son propre intérêt, quoi que sachant toujours les faire retomber sur le prolétariat.

Dans ces conditions la Grande-Bretagne est devenue le pays d'Europe où, pour des militants ouvriers, la mise en avant d'une perspective au niveau politique semble la plus simple : le Labour au pouvoir, et Theresa May dehors !

Cependant, cette simplicité pourrait être trompeuse. Un gouvernement Corbyn ne rompant pas avec le capital pourrait mal se terminer. Mais que signifie la rupture avec le capital ? Pas seulement la satisfaction des revendications principales en matière de salaires, de droit aux études et de services publics. Mais aussi une réponse démocratique à la crise des formes de domination capitaliste, les deux allant ensemble car on ne répondra pas durablement aux principales revendications dans le cadre étatique actuel. Le vote de juin 2016 appelle ces réponses démocratiques :

- l'unification de toute l'Irlande sur la base de l'égalité des droits pour tous,
- le remplacement du Royaume-Uni par une Grande-Bretagne fédérale et républicaine,
- et au delà l'union libre des peuples d'Europe à la place de l'UE : ni Bruxelles ni la City, mais la solidarité des peuples.

Amplification présente des facteurs de crise.

La dernière partie de l'année 2017 est marquée par deux approfondissements notoires de la crise des formes politiques de domination du capital en Europe, avec la Catalogne et les élections allemandes.

L'irruption de la question nationale catalane a vu un Etat, la monarchie espagnole post-franquiste, tenter d'imposer, le 21 décembre 2017, des élections sous contrôle et menace en Europe occidentale, ce qui ne s'était pas produit depuis les accords du vendredi saint en Irlande du Nord (mais qui s'est produit et a réussi, en Europe orientale, en Crimée en 2014). Or la monarchie espagnole a échoué. Le fait que la question de l'indépendance catalane soit à nouveau posée n'est pas la manifestation d'une montée des pouvoirs régionaux en Europe comme on le lit souvent.

C'est en fait l'expression de l'échec de la régionalisation, sur le modèle des Länder allemands, mise en place plus ou moins dans toute l'Union Européenne, qui est par exemple au cœur des projets des gouvernements français successifs de "réforme de l'Etat". Les Communautés régionales espagnoles, qui visaient à perpétuer la monarchie post-franquiste en dissolvant les questions nationales catalane, basque et galicienne dans un ensemble de pouvoirs régionaux clientélistes, étaient un modèle pour la "décentralisation" dans toute l'UE. Ce modèle vient d'échouer, dans une crise qui, ouvertement, soulève la question du remodelage démocratique de certaines frontières étatiques (ce que les conséquences du Brexit ont déjà en fait soulevé implicitement pour l'Irlande et le statut politique de la Grande-Bretagne).

Les élections fédérales allemandes du 24 septembre 2017 ont ouvert une crise qui à ce jour n'est pas résolue - cela fait donc maintenant quatre mois que l'Allemagne n'a pas de pouvoir exécutif "légitime", situation tout à fait inédite depuis 1945. On en connaît les causes électorales : avec une participation en légère hausse, la CDU-CSU perd 8,6% et le SPD 5,2% (à un niveau bas historique de 20,5%). Un parti xénophobe, ce qui en Allemagne veut dire parti reniant pas le passé nazi, l'AfD, fait 13%, et le FDP ressuscite en montant de 4% à 10%. Au delà des chiffres et des commentaires superficiels, l'entrée de l'Allemagne dans une crise gouvernementale durable signifie que les contradictions de l'ensemble de l'Europe, et notamment de l'eurozone, sont en train de submerger sa puissance économiquement dominante. C'est le résultat cumulé de toutes les crises antérieures abordées dans les pages qui précèdent. La poussée de l'AfD, celle du FDP, et les positions de la CSU bavaroise vont tous dans le sens d'un positionnement "anti-européen" du premier pays capitaliste européen, ce qui, après tout, viendrait compléter la positionnement "anti-mondialisation" de la première puissance mondiale que sont les Etat-Unis depuis Trump, étant entendu que, comme le Royaume-Uni du Brexit, le capital allemand n'a aucune alternative et aucune cohérence politique à proposer à la place de la politique qu'il a suivie depuis cinquante ans.

Ajoutons à ce tableau que les élections autrichiennes du 15 octobre 2017 ont conduit à la formation d'un gouvernement qui s'apparente plutôt à ceux du groupe de Visegrad, avec un programme brutal et même spoliateur contre les migrants, dirigé par un jeune loup démocrate-chrétien, et dans lequel les Libéraux autrichiens post-nazis ont les ministères de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Intérieur.

Le paradoxe français.

La France offre un paradoxe apparent très frappant dans ce contexte. Longtemps considérée par les commentateurs, internationaux aussi bien que français, comme une déplorable "exception", à cause de ses grèves et de ses mouvements sociaux, elle passerait presque aujourd'hui, chez les mêmes commentateurs, pour le dernier bastion d'où partira la "relance européenne", par la magie d'un jeune président !

Les gouvernements présidés par François Hollande depuis 2012, notamment sous le premier ministre Manuel Valls, ont voulu faire ce qu'avait fait Schröder en Allemagne : être le gouvernement "de gauche" qui casserait les droits des travailleurs.

Ils bénéficiaient pour ce faire de l'absence d'alternative politique à gauche, pourtant possible et affleurante dans les années 2012-2013, puisque c'étaient les 11% de J.L. Mélenchon alors socialiste en rupture sur la gauche et soutenu par le PCF dans le cadre d'un "front de gauche", qui avaient permis la défaite de Sarkozy en 2012 et qu'il pouvait regrouper les forces sociales et de gauche refusant la politique gouvernementale. Mais le refus du PCF de combattre frontalement les gouvernements présidés par Hollande (il a par exemple voté ses réformes visant l'enseignement public), d'une part, et l'évolution de J.L. Mélenchon vers le "populisme" (en s'opposant aux véritables mouvements populaires de la classe ouvrière comme les grèves en Bretagne à l'automne 2013), ont éliminé cette possibilité.

Hollande et Valls ont engagé une offensive très brutale à la faveur du choc créé par les massacres islamistes de masse du 13 novembre 2015, en combinant attaque contre les libertés démocratiques dont des projets xénophobes, et

attaque contre le droit du travail (loi El Khomri). De larges couches ouvrières et de militants syndicaux ont opposé une puissante résistance à cette agression, pendant trois mois de grèves et de manifestations, où gouvernement et sans doute régime politique auraient été défaits si les directions syndicales n'avaient pas craint d'appeler à la grève totale jusqu'au retrait de la loi El Khomri et à la centralisation directe contre le pouvoir exécutif. La loi El Khomri était finalement adoptée, mais le gouvernement Hollande-Valls politiquement épuisé, produisant la renonciation du président à se représenter et l'échec de M. Valls aux primaires organisées par le PS.

Seul le maintien de la ligne "populiste" par J.L. Mélenchon tout au long de la campagne des présidentielles, entraînant une politique agressive de division, l'a empêché de capitaliser l'ensemble du vote ouvrier et populaire issu de la crise sociale de l'année précédente et ayant causé le double échec de Hollande et Valls. Il a ainsi créé les conditions du second tour Le Pen/Macron faisant élire le produit de la politique de Hollande et de Valls, s'étant substitué à eux : Macron (bien que le score de Marine Le Pen, malgré son auto-sabotage lors de son débat avec Macron, ait indiqué la possibilité d'une autre politique pour la bourgeoisie, menaçant de rompre avec l'eurozone et l'UE).

Le maintien d'un niveau assez élevé de grèves et de conflits dans les entreprises et les services publics, la volonté confirmée de résistance des militants syndicaux, malgré ces défaites, indiquent qu'il serait possible au prolétariat français de récupérer et de contre-attaquer, mais qu'il a pour cela besoin du regroupement politique unitaire des courants voulant ainsi former une alternative de gauche à Macron. La France insoumise s'est constituée comme l'obstacle principal à ce regroupement. Ce n'est pas un mouvement de masse - il ne faut surtout pas la confondre avec les 19,5% d'électeurs de J.L. Mélenchon du premier tour de la présidentielle - mais un réseau unifié par le culte bonapartiste de son chef, combinant positions gauchistes souvent antisyndicales et volonté "souverainiste" d'union avec des secteurs capitalistes contre "Bruxelles", "Washington" et "Francfort".

La réalité de la double défaite - des grèves et manifestations de 2016 et de la présidentielle de 2017 - permet à Macron d'être à l'offensive, mais il n'a toujours pas de base populaire solide et profonde. Même dans les couches de notables bourgeois, la méfiance reste forte envers lui et le groupe parlementaire de ses partisans est une caricature d'incapacité et d'arrivisme clientéliste. Sa force lui vient donc des obstacles politiques à gauche signalés ci-dessus : héritage très lourd d'un PS discrédité, "populisme" agressif envers l'unité et la démocratie de la FI, refus persistant des directions syndicales de centraliser et généraliser les luttes existantes à un point qui menace le pouvoir d'Etat. Il lui reste donc à transformer l'essai et à finir de battre le salariat et la jeunesse en se constituant une base sociale durable, qu'il n'a pas à l'heure actuelle.

Même s'il y parvenait, son projet politique global, qui n'est pas le sien personnellement mais celui du capitalisme français comme tel : augmenter significativement le taux d'exploitation de la classe ouvrière en France pour pouvoir jouer jeu égal avec l'Allemagne au niveau européen et imposer une "relance européenne" dans lequel l'impérialisme allemande accepterait plus de "mutualisation", n'a pratiquement aucune chance d'aboutir, en raison des forces réelles de l'impérialisme français, déjà surdimensionné au plan politique et militaire, et en raison de l'aggravation des facteurs de crise européenne qui ont suivi son élection, signalés au point précédent.

* * *

Ce qui est essentiel, en conclusion, est qu'un plus grand nombre possible de militants ouvriers et révolutionnaires, de manière démocratique et en visant à rompre avec les pratiques bureaucratiques, mais dans la fidélité à l'organisation de classe et en aucun cas dans l'union nationale ou le "populisme" soi-disant au dessus des classes, dessinent par un débat public une perspective politique européenne alternative à la crise présente de l'Europe capitaliste. Car cette Europe capitaliste n'a elle-même aucune alternative et va de crises en crises. Une perspective politique européenne doit envisager la question du pouvoir, au moins de façon "algébrique" et plus précisément chaque fois que possible, et doit prendre en compte les questions nationales et géopolitiques. Sa formule générale doit évidemment être la libre union de républiques démocratiques non soumises au capital, sur l'ensemble du continent, et au delà. La tâche principale n'est pas tant d'élaborer un "programme" minutieux que de faire apparaître aux mouvements sociaux, aux aspirations démocratiques, qu'ils ont un monde à gagner en jouant leur propre carte.

03-01-2017.